

## La règle de trois selon Sarkozy

Grégoire Biseau, *Libération*, 13 février 2009

Un partage égal des profits entre salaires, investissement et dividendes est irréaliste.

<http://www.liberation.fr/economie/0101319130-la-regle-de-trois-selon-sarkozy>

Nicolas Sarkozy est décidément incorrigible. Après avoir répété qu'il serait le président du pouvoir d'achat, avant de battre en retraite, le président de la République vient de créer un nouveau front sur sa gauche : celui du partage des profits des entreprises. Lors de son intervention télévisée du 5 février, il a étrangement ouvert un dossier porté depuis plusieurs mois par tous les partis de gauche : trouver un nouvel équilibre entre la rémunération du capital et celle du travail. Et notre Président de proposer sa recette des trois tiers : un tiers des bénéfices devant aller aux salariés, un autre aux actionnaires (sous forme de dividendes) et le dernier devant être réinvesti dans l'entreprise «*pour financer son développement*». Mais si la formule est très séduisante sur le papier, elle est malheureusement tout à fait inepte d'un point de vue économique. Sauf à vouloir déclencher, pour la plus grande joie des syndicats, une révolution salariale dans ce pays.

Il y a deux façons de comprendre la recette Sarkozy. On peut imaginer qu'il a voulu dire qu'idéalement la masse salariale doit représenter un tiers des bénéfices réalisés. Or la plupart des entreprises (notamment celles à forte intensité en main-d'œuvre), dépensent déjà chaque année en salaires beaucoup plus que ce qu'elles dégagent en bénéfice. Même pour le cas particuliers de Total (lire page 4), la masse salariale (6 milliards d'euros) pèse déjà plus d'un tiers de ses bénéfices. Donc la règle sarkozyste s'applique déjà partout. En revanche, si l'on prend le Président au pied de la lettre (consacrer un tiers des bénéfices aux salariés), là, c'est une autre histoire. Car cela signifierait que les salariés du groupe pétrolier, en plus de leur salaire, pourraient se répartir plus de quatre milliards d'euros en intéressement. Byzance. Mais irréaliste.

**Stable.** Le plus étrange dans cette histoire n'est pas que Sarkozy dise n'importe quoi, mais qu'il décide de faire d'un non-problème un vrai sujet de négociation. Car, contrairement à ce que répètent Olivier Besancenot et Benoît Hamon, porte-parole du Parti socialiste, le partage entre profits et salaires est étrangement stable depuis vingt ans en France. «*Et aujourd'hui, il n'y a aucune raison statistique de douter de la stabilité de cette répartition*», assure Thomas Piketty, de l'Ecole d'économie de Paris et spécialiste des questions d'inégalité.

**Effet grossissant.** D'où vient alors cette sensation que les profits s'envolent pendant que les salaires stagnent lamentablement ? De trois éléments. D'abord du possible effet grossissant des superprofits de quelques grands noms du CAC 40. Ensuite, de l'accroissement des inégalités salariales. En clair, si le «*gâteau salaires*» reste inchangé, la taille des parts, elle, bouge beaucoup. «*On assiste au même phénomène qu'aux Etats-Unis, ce sont les 1 % les plus riches qui captent une grande partie de la croissance de la masse salariale*», continue Piketty. Enfin, le calcul de la valeur ajoutée ne prend pas en compte les éventuelles plus-values, réalisées notamment en Bourse. Reste alors le mystère Sarkozy : pourquoi mettre sur la table ce sujet qui n'existe pas ? «*Parce qu'il veut renvoyer la question des inégalités à une négociation entre partenaires sociaux dont il sait déjà qu'elle ne donnera rien*, répond Piketty. *Car le seul outil de correction est d'ordre fiscal, via une hausse des impôts. Et, de cela, Sarkozy ne veut pas entendre parler.*»